



Interurbain Isère

4/05/2026

Non aux attaques contre les travailleurs ! Augmentation des salaires et interdiction des licenciements !

Le 1er mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »

Sous le capitalisme, on meurt du travail

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeûner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.

L'arme des travailleurs, c'est la grève

Les propositions de la direction pour conclure les NAO sont très faibles, et le dernier rendez-vous fin mai n'inversera pas la tendance. Contrairement à certaines affirmations, ces propositions ou les précédentes, ne sont pas à la hauteur de l'inflation, surtout lorsqu'elles interviennent plusieurs mois après le début de l'année... Mais pour l'heure, c'est à un nouveau rebond de l'inflation que la guerre impérialiste en Iran nous prépare car l'augmentation du carburant va bientôt toucher les autres secteurs de l'économie. Alors avant cela, il nous faut au moins toucher un rattrapage sérieux de ce que nous avons perdu jusque-là. Et pour cela, comme pour décider démocratiquement de ce qui nous manque, il nous faut nous organiser pour l'imposer au patron, par la grève bien sûr !

Prime faible un jour, prime faible toujours

La direction a décidé dans les NAO de proposer une intégration des primes au taux horaire. Pas de faux débat, le vrai problème, c'est le montant total de l'augmentation qui est bien trop faible ! Mais aux camarades qui semblent très attachés à ces primes on signale ces deux éléments. Premièrement ces primes qui n'augmentent jamais permettent à Keolis de faire des économies. La prime nettoyage par exemple, si elle avait été incluse dans le taux horaire serait aujourd'hui à 1,15 € au lieu de 1 € par jour travaillé. Deuxièmement ces primes sont fondamentalement injustes, tant elles dépendent des services effectués, comme la prime montagne par exemple, qui ne profite qu'à un très faible nombre de conducteurs. En bref, économie et tête du client, les primes, c'est l'arme des patrons !

Bus dans la Seine : les questions qui ne seront pas posées

Une jeune conductrice de bus de 25 ans en formation a fini dans la Seine après une erreur de conduite. Heureusement, ni elle, ni aucun de ses trois passagers n'a été blessé. La police a révélé par la presse qu'elle aurait confondu les pédales, sans doute après avoir été gênée par un autre usager de la route. L'accident est impressionnant et la responsable est toute désignée : fin de l'histoire !

Niveau analyse des causes, on a vu mieux... On pourrait poser quelques questions supplémentaires. À quel moment de sa formation se situait-elle et quelle devait en être la durée ? On sait que les nouveaux attaquent la route de plus en plus vite, pour pallier le sous-effectif. N'y avait-il pas des signes avant-coureurs qui auraient pu être détectés ? etc. Les faits divers de ce genre font trop souvent diversion par rapport aux vrais problèmes !

Le foot féminin est de plus en plus suivi, tout le monde le sait...

... sauf, manifestement, ceux qui à l'OL planifient l'acheminement des supporters et supportrices au stade. Pour la demi-finale retour contre Arsenal (demi-finale victorieuse au passage), plus de 20 000 spectateurs étaient attendus. En parallèle, deux spectacles avaient lieu à la salle de concert voisine. Cela aurait dû mettre la puce à l'oreille...

Mais aucun service spécial n'était prévu, à part un trop léger renforcement de l'offre sur le tramway. Le résultat ne s'est pas fait attendre : des quais bondés et du stress pour les conducteurs de tram. Des embouteillages routiers ont même forcé le détournement non-anticipé de certaines lignes de bus ! Un beau fiasco pour les responsables du club, des machos ordinaires qui ne mesurent visiblement pas le succès de leurs propres footballeuses.

Le comte Bardella

« Il était une fois un jeune homme, qui avait grandi dans un HLM dans le 93, élevé par une mère ATSEM et célibataire. Il s'appelait Jordan Bardella, et il voulait être président pour sauver la France, et aider les pauvres, comme lui. » Le RN va avoir un peu plus de mal à nous vendre ce conte sur Jordan Bardella maintenant qu'il vient d'officialiser sa liaison avec la princesse Maria-Carolina de Bourbon des Deux-Siciles. Une démonstration, s'il en fallait encore (après notamment les repas de Bardella avec des grands patrons), que le RN est au service des nantis, fréquente des nantis, est lui-même composé de pas mal de millionnaires aux comptes bien remplis.

La véritable histoire serait donc plutôt : « Il était une fois un jeune raciste aux dents longues nommé Bardella, en couple avec une princesse, et qui voulait devenir président pour servir les riches et les puissants. »

Retour sur un coup de com' qui sent l'enfarinage

1^{er} mai 2026, 4h : les premiers salariés de la boulangerie Le Pétrin dauphinois à Domarin commencent leur journée. En ce jour chômé et payé, ils ont malgré tout « choisi », et de manière totalement libre, de venir au travail. Ce n'est ni le paternalisme ambiant dans les magasins, ni les salaires mangés par l'inflation, ni encore la peur des repréailles qui les ont poussés à sacrifier un jour de repos payé. La preuve ? Leur patron, M. Amieux, leur a fait signer un papier qui le dit !

8h30 : des inspecteurs du travail font savoir à M. Amieux qu'il est dans l'illégalité et qu'il risque une amende. Il ne l'ignorait pas mais il s'en fiche un peu. Depuis des années qu'il exploite ses salariés le 1er mai, ce n'est pas en 2026 que ça va changer...

12h10 : M. Amieux, par ailleurs président de la fédération des boulangers du coin, intervient par téléphone sur RMC, radio officielle du petit patronat pleurnicheur. M. Amieux a 14 salariés, ce n'est pas vraiment un "petit" mais qu'importe, il déroule : « Ça ne me fait pas peur [...] le Premier ministre a été clair que s'il y aurait des amendes, on ne les paierait pas ». On aimerait aussi que nos amendes sautent, c'est quoi le plan ?

Juste après son passage radio, le Premier ministre l'appelle et lui confirme qu'il n'aura aucune sanction. Ce petit numéro est à la fois un coup de com' et un coup monté qui fait passer un gros boulanger pour la petite victime d'une vilaine tradition ouvrière. Il n'avait qu'un seul but : nous faire accepter un recul sur un jour qui doit rester celui des travailleurs !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org